

Initiatives ministérielles

Depuis 1984, le gouvernement conservateur ne cesse de dire aux Canadiens que l'administration publique est au coeur du problème, qu'il est l'ennemi. Quand le parti au pouvoir prêche une telle doctrine, comment se surprendre que la population canadienne adopte une attitude de cynisme envers les hommes et les femmes politiques ainsi que les institutions gouvernementales. Selon les conservateurs, le gouvernement est notre ennemi, et la grande entreprise est là pour nous sauver. La privatisation, la déréglementation, les cadeaux aux sociétés, ce sont toutes des politiques qui reflètent cette attitude du gouvernement et, bien qu'elles aient toutes lamentablement échoué, le gouvernement persiste à les appliquer. Voilà qu'il nous dit maintenant que la fonction publique fait aussi partie du problème. Qu'on ne se trompe pas, c'est prévu dans le programme du gouvernement conservateur: il fait en sorte que les syndicats n'aient pas leur mot à dire, il mine la démocratie, et tout cela n'est qu'un prolongement de ses politiques qui ne servent pas les intérêts des travailleurs canadiens, mais bien uniquement ceux des multinationales. Nous voulons un meilleur équilibre. Que le gouvernement écoute les travailleurs de notre pays.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: J'ai quelques remarques à ajouter à cela, monsieur le Président. Nous entendons souvent les représentants de la grande entreprise dire que la fonction publique n'est pas un secteur productif de notre économie. Je tiens à rappeler à la Chambre que, loin d'être un fardeau pour la société, le gouvernement absorbe une grande partie des dépenses qui devraient autrement être assumées par le secteur privé, par exemple dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé. On pourrait même dire que, sans le gouvernement, les Canadiens n'auraient pas accès à ces services.

Le rôle du gouvernement est de travailler dans l'intérêt de tous les Canadiens, et je dois dire qu'il a échoué lamentablement dans tous les domaines. Il a échoué dans ses responsabilités à l'égard des agriculteurs, à l'égard des travailleurs et à l'égard de tous les Canadiens ordinaires en imposant des mesures telles que la TPS et l'accord de libre-échange. Les députés du Nouveau Parti démocratique et 88 p. 100 des Canadiens disent qu'ils en ont assez. Les députés du NPD tiennent tête au gouvernement et lui demandent de changer ses politiques et de travailler dans l'intérêt des Canadiens.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, je voudrais examiner brièvement certaines des questions en jeu dans ce projet de loi: la négociation collective, l'équité salaria-

le, les traitements, l'inflation et ce que je perçois comme étant des tentatives du gouvernement en vue de provoquer une grève.

Nous avons vu hier les rapports présentés par des conseils de conciliation indépendants et par la Commission des relations de travail dans la fonction publique elle-même. On y dit clairement que le gouvernement a refusé de négocier de bonne foi. C'est extrêmement grave parce que l'AFPC, elle, a essayé de négocier de bonne foi. Hier, pour poser un geste positif, elle a offert de supprimer les lignes de piquetage dans les aéroports et aux frontières. Elle voudrait que le gouvernement accepte de négocier pour pouvoir aider les agriculteurs. Les représentants des fonctionnaires ont discuté avec les représentants du Syndicat national des cultivateurs et leur ont dit: «Nous nous préoccupons de votre sort. Nous voulons que cela débloque et nous voulons vous aider. Nous demandons simplement au gouvernement de faire un pas vers nous.»

Le gouvernement a l'occasion aujourd'hui de lancer un message à la population canadienne. Ce matin, j'ai marché pour me rendre au travail. Je me suis arrêtée aux lignes de piquetage à de nombreuses reprises et les gens me livraient toujours le même message. Ils disaient: «Vous savez, nous ne voulons pas être ici. Nous ne voulons pas perturber la vie des Canadiens, mais nous savons que c'est maintenant qu'il nous faut marquer notre opposition.» Voici ce que les gens m'ont dit le plus souvent: «Le gouvernement va-t-il nous écouter?» Voilà ce que l'on entend d'un océan à l'autre au sujet du gouvernement. «Va-t-il nous écouter?»

Sauf tout le respect que je dois au gouvernement, j'estime que le temps est venu pour lui d'écouter les Canadiens et ses propres employés, au moment même où nous allons entamer un débat constitutionnel très difficile.

[Français]

Cette loi, monsieur le Président, vient supprimer le droit à la négociation collective pour des centaines de milliers de Canadiennes et de Canadiens. C'est une honte! Mais cette loi va encore bien plus loin. Elle fait comprendre aux employeurs du secteur privé qu'ils n'ont plus besoin de respecter le droit à la négociation collective. Elle leur donne le droit de traiter, eux aussi, leurs employés de façon injuste. Mais je tiens à rappeler aux députés de cette Chambre et aux entreprises de ce pays que le droit à la négociation collective est un droit que les Canadiennes et les Canadiens ont acquis après de durs combats, de durs combats qu'ils ont difficilement gagnés à une époque moins éclairée.